

monde.... Afin de changer l'opinion des autres peuples à notre sujet, nous devons changer nous-mêmes.

Dans la même veine, le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Édouard Chevardnadze, n'a pas ménagé ses collègues : « Nous ne devons pas prétendre, camarades, que les normes et les notions relatives à ce qui est de mise et à ce qui, dans la communauté mondiale, est appelé conduite civilisée ne nous concernent pas. Pour être accepté dans cette communauté, il faut les observer. »

Autre développement important : l'auto-critique concernant les erreurs passées de la politique étrangère soviétique revêt un caractère inédit et elle se fait maintenant sur la place publique. Avant l'arrivée de M. Gorbatchev, il était à peu près interdit de s'attaquer à la politique étrangère de l'URSS.

Depuis la deuxième moitié de 1987, la politique étrangère soviétique a fait l'objet d'un examen analytique tel qu'il ne s'en était jamais vu dans les soixante années précédentes. Staline a été condamné non seulement pour l'hostilité dont il a fait preuve face à la Social-Démocratie allemande dans les années 1930, pour la manière dont il a négocié le Pacte germano-soviétique de non-agression en 1939, et plus tard pour avoir refusé de participer au Plan Marshall, mais aussi pour avoir suivi une « politique hégémonique » et expansionniste en Europe de l'Est, politique dans laquelle l'Occident a vu une grave menace pour l'équilibre du pouvoir existant alors dans le monde.

Khrouchtchev a été publiquement critiqué pour avoir manqué de sagacité lors de la crise des missiles à Cuba, pour avoir affiché un optimisme exagéré au sujet des perspectives économiques de l'URSS par rapport à celles de l'Ouest, et pour s'être fait, à des fins de propagande, le champion du « désarmement général et complet », au lieu de préconiser une politique plus réaliste de limitation graduelle des armements, assortie d'inspections et de vérifications internationales.

Quant à Brejnev, on a désapprouvé sa politique étrangère, car elle mettait beaucoup trop l'accent

sur la force militaire et favorisait la course aux armements; la bourde commise en Afghanistan allait dans la même veine. Dans une réévaluation particulièrement remarquable de la politique étrangère soviétique, un expert influent, nommé Vyatcheslav Dashitchev, a vertement critiqué Brejnev en l'accusant de n'avoir pas su faire le rapport entre, d'une part, les efforts résolus déployés par l'Union soviétique pour gagner du terrain dans le tiers-monde dans les années 1970, et, d'autre part, le déclin subséquent de la détente entre l'Est et l'Ouest.

Nous participions politiquement, militairement (en fournissant des armes, des approvisionnements et des conseillers) et diplomatiquement à des conflits régionaux, mais nous ne prenions pas en compte l'influence que ceux-ci avaient sur les tensions entre l'URSS et l'Occident ainsi que sur l'ensemble des relations entre les deux blocs. Personne ne savait au juste quels étaient les véritables intérêts nationaux de l'Union soviétique. Chose certaine, ces intérêts ne consistaient pas à rechercher des gains minables et essentiellement pour la forme, en favorisant des coups d'État dans certains pays en développement.

Troisième fait nouveau digne de mention, l'affaiblissement du sens de la mission. Autrefois, les dirigeants soviétiques croyaient tous que le capitalisme était condamné, que le temps jouait en faveur de leur pays, et que l'équilibre mondial du pouvoir basculait peu à peu et inévitablement en faveur de Moscou. Khrouchtchev et Brejnev se sont particulièrement efforcés de promouvoir activement ce processus en recherchant les points faibles au sein de l'Alliance occidentale. Certains dirigeants du pays ont à l'occasion fait marche arrière pendant de courtes périodes, mais ces moments étaient simplement perçus comme un ralentissement temporaire de la lutte incessante des travailleurs du monde contre le capitalisme. On était fermement convaincu qu'un remède miracle résoudrait les difficultés économiques et politiques auxquelles l'URSS était provisoirement en butte, et que le marxisme-léninisme reprendrait rapidement de l'avant dans le monde.

Sous Gorbatchev, cet optimisme s'estompe. On reconnaît la force et l'endurance du capitalisme. De plus en plus, on admet que le remède miracle susmentionné n'existe pas et qu'il faudra des décennies à l'Union soviétique pour remettre de l'ordre dans ses affaires. Les décideurs soviétiques définissent de plus en plus leur objectif comme n'étant pas tant de promouvoir la chute du capitalisme, mais plutôt d'éviter la guerre nucléaire, de

réduire la tension internationale et de créer un climat international de tranquillité de manière que l'URSS puisse s'adonner en paix à la tâche urgente de la restructuration nationale.

Quatrième et dernier élément nouveau et fort important dans la refonte de la politique étrangère soviétique : le processus de changement qui influe sur certaines des attitudes fondamentales ayant longtemps déterminé la façon dont Moscou transigeait avec l'Occident. L'autoritarisme légué par les tsars, les origines du parti bolchevique né dans la conspiration, et le long cauchemar du stalinisme, voilà autant d'éléments qui, combinés, ont engendré un climat politique qui a suscité de profonds sentiments d'insécurité et de vulnérabilité, une crainte de la pénétration étrangère, un pharisaïsme dogmatique et l'intolérance de la diversité et des points de vue différents.

TOUT CELA COMMENCE À CHANGER. LES RÉFORMISTES associés à Gorbatchev cherchent carrément à créer une nouvelle culture politique, laquelle accepterait la diversité comme étant légitime, rejetterait toute notion d'infailibilité, serait moins dogmatique et ne se sentirait menacée ni par la controverse ni par le débat. La mise en place d'une culture politique fondamentalement nouvelle est en soi une tâche herculéenne, mais des progrès remarquables ont été accomplis au cours des dernières années. Si ce processus se poursuit, il influera sensiblement sur la façon dont la politique étrangère soviétique est débattue, formulée et mise en oeuvre. Un pays qui tolère davantage la diversité dans ses frontières acceptera mieux des régimes économiques et politiques différents à l'étranger.

Que déduire de toute cette analyse ? Paradoxalement, il semble que l'Occident devra à la fois faire preuve de prudence et d'audace dans sa réaction. La prudence sera de mise, car le processus de libéralisation et de réforme est à peine engagé; il risque encore d'être perturbé. Des éventualités telles qu'une stagnation continue de l'économie soviétique, l'intensification du nationalisme dans les républiques soviétiques, un soulèvement populaire en Europe de l'Est, ou une révolte des conservateurs contre Gorbatchev au sein du Parti communiste, menacent toutes la tendance actuelle à la modération. Les événements tragiques survenus récemment en Chine nous rappellent froidement jusqu'à quel point un régime autoritaire peut rapidement intensifier sa répression si l'élite dirigeante se met à craindre que le désordre mine son pouvoir.

Malgré tout, les occasions sont trop grandes, les enjeux sont trop élevés, et l'opinion publique occidentale est trop impatiente pour que l'Ouest se cantonne dans l'attente et la prudence. Ce sera seulement en reconnaissant que les ouvertures de l'URSS à l'endroit de l'Occident résultent d'un processus de changement révolutionnaire et profond (et qu'elles ne reprennent pas simplement les campagnes de paix du passé) que les décideurs occidentaux pourront réagir comme il convient face aux perspectives historiques qui s'annoncent. □



Jerry Volcz